

# Les batailles de l'Angleterre

## Le Royaume-Uni face à ses défis intérieurs



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint  
de Grenoble Ecole  
de Management  
Directeur de l'ESC  
Grenoble

**Même la City, "salle des machines du capitalisme mondial" (Jonathan Coe), ne jouit plus de son aura d'antan...**

La saison estivale 2013 devrait être placée, comme l'année dernière, sous le signe des festivités, la naissance de l'enfant du couple princier succédant au Jubilé de la Reine et aux JO. Mais les années à venir seront sans doute moins roses pour le Royaume-Uni. La situation économique continue de mettre sous tension la société britannique. Le chancelier de l'Échiquier, George Osborne, vient ainsi d'annoncer de nouvelles mesures d'austérité sans garantie de retour rapide à la croissance. Le climat social reste délétère et l'accroissement des inégalités comme des tensions ethniques semble menacer la cohésion même de la société britannique. S'ajoutent enfin les interrogations sur le maintien de l'unité politique et institutionnelle du royaume, confronté aux tentations sécessionnistes écossaises et aux débats sur les modalités de son appartenance à l'Union européenne. Le devenir de la septième puissance économique mondiale n'est pas sans influence sur celui de ses partenaires commerciaux et politiques, aux premiers rangs desquels figure la France.

Le Royaume-Uni n'a pas été épargné par la crise de 2008-2009 et en subit aujourd'hui encore les conséquences. Le pays traverse une longue phase de chômage et d'austérité. Plus grave, les perspectives de croissance s'éloignent sans que les différentes mesures prises par le gouvernement semblent être à même de rétablir la tendance à court terme. Sa non-appartenance à la zone euro n'est plus un rempart pour son économie, ses principaux partenaires commerciaux étant européens. Bref, le Royaume-Uni ne fait plus exception, comme en témoigne la perte de son triple A en février 2013. Et même la City, "salle des machines du capitalisme mondial" (Jonathan Coe), ne jouit plus de son aura d'antan.

### **Un pays à la recherche de sa croissance perdue...**

Après une courte période de récession, la croissance reste atone avec des prévisions revues à la baisse pour l'année en cours (1,2 % au lieu des 1,8 % initialement estimés). Surtout, l'inflation (2,7 %) se situe bien au-delà de la norme que s'était fixée la coalition de David Cameron. Il en découle une érosion continue du pouvoir d'achat des ménages britanniques, l'augmentation moyenne des salaires n'étant que de l'ordre de 1,9 % par an. Quant aux chiffres du chômage, légèrement en baisse (7,8 % de la population active), ils sont imputables à la multiplication d'emplois à temps partiel qui génèrent à leur tour perte de pouvoir d'achat et précarité...

Comme ailleurs, la politique d'austérité précarise une frange non négligeable de la société et interroge la cohésion du modèle social britannique.

La monarchie, en dépit des scandales qui la secouent périodiquement, reste une valeur sûre auprès de la majorité des Britanniques. À l'exception peut-être d'une partie de la population immigrée de fraîche date.

Face à cette situation, Londres confirme la politique d'austérité déjà amorcée sous les gouvernements Blair et Brown. Avec ceux de la Défense, les budgets les plus fortement réduits sont ceux des collectivités locales et des prestations sociales. Ce sont ainsi des centres sociaux, des bibliothèques publiques ou encore des maisons de retraites qui ferment par centaines - quand ils ne sont pas privatisés. Le souci de la préservation de l'équité sociale perdure cependant, mais en réservant strictement la politique de redistribution aux plus démunis. Il n'empêche que *"les coupes budgétaires ont des répercussions sur les plus vulnérables au Royaume-Uni. Si aucune des mesures d'économie n'est en soi insurmontable, leur accumulation finit par rendre la vie des personnes les plus pauvres très difficile"*, rapporte *Le Monde*. Le plafonnement à 1 % de l'indexation des aides sociales sur l'inflation est vécu comme une atteinte à l'État-providence. En attendant, la politique d'austérité précarise une frange non négligeable de la société et interroge la cohésion du modèle social britannique.

### Une "société en miettes"?

Avant son arrivée au pouvoir, David Cameron avait dénoncé une *"broken society"* (société en miettes), rongée par les inégalités, l'affaiblissement des structures traditionnelles, la montée de l'insécurité et de la défiance intercommunautaire. Il est vrai que le pays traversait périodiquement, depuis des années, des émeutes urbaines à caractère délictuel. L'arrivée au gouvernement des conservateurs n'a pas changé la donne, si ce n'est que les soulèvements semblent le fait d'une assise populaire plus large qu'auparavant. Ras-le-bol face à l'austérité? Méfaits de bandes ethniques et/ou juvéniles incontrôlables? La multiplication et le durcissement des manifestations et des grèves contre les coupes budgétaires répondent clairement à la première option. Mais le Royaume-Uni est également confronté depuis plusieurs années à *"la radicalisation religieuse de certains jeunes Britanniques d'origine étrangère [qui] souligne les limites de la politique d'accueil des minorités et du multiculturalisme communautaire qui caractérise le pays"*, souligne la revue *Questions internationales*. Nonobstant ces signes de fractures, le Jubilé de la Reine en 2012 a fait la démonstration de la résilience sociale qu'offre la royauté aux institutions du Royaume-Uni.

La monarchie, en dépit des scandales qui la secouent périodiquement, reste en effet une valeur sûre auprès de la majorité des Britanniques - à l'exception peut-être d'une partie de la population immigrée pour qui elle demeure l'affirmation d'un pouvoir blanc et protestant. Le succès de la reine Élisabeth II depuis maintenant plus de 60 ans illustre néanmoins le lien particulier qui unit l'ensemble du royaume, au-delà des clivages de partis. Certes, la souveraine fut parfois l'objet de critiques comme lors de la mort de Diana ou celle de Margaret Thatcher, mais sans que jamais la royauté ne soit remise en cause. Et la jeune génération de sembler prête aujourd'hui à reprendre le flambeau. Le prince William, qui devrait un jour accéder au trône, et son épouse, la duchesse de Cambridge, entretiennent une image qui mêle habilement *glamour* et traditions. La naissance de leur premier enfant cet été devrait être l'occasion de confirmer leur popularité, et donc celle de la Couronne. Dans un pays en proie à la crise, il peut paraître paradoxal de voir le sommet de la pyramide à la fois sociale et institutionnelle conserver intacte la confiance de la population. L'explication réside sans doute pour partie dans l'absence de pouvoir réel de la reine, qui la met à l'abri du bilan des différents gouvernements qu'elle a côtoyés. De fait, face à la crise économique et politique, la royauté est plus que jamais un symbole de stabilité et d'unité nationale. Car elle renvoie aussi à la nostalgie d'un empire et d'une grandeur aujourd'hui disparus. Même les tenants de l'autodétermination écossaise manifestent leur volonté de conserver la reine comme chef d'État.

### Écosse et Europe: révélateurs de divisions politiques anciennes?

Comme en Belgique, en Italie ou encore en Espagne, le Royaume-Uni doit également faire face au réveil des régionalismes. Depuis l'accession de l'indépendantiste Alex Salmond au gouvernement écossais, la question de l'indépendance de l'antique Alba *"connaît une nouvelle vigueur sous la triple impulsion de l'effacement des frontières intra-européennes, de la mondialisation et de la crise économique"* (cf. CLES

n° 104, 11/04/2013). "Le différentiel économique joue ici un rôle essentiel. Il n'est pas anodin que le séparatisme écossais se soit réaffirmé suite à la découverte de pétrole en mer du Nord. Une Écosse indépendante pourrait dès lors disposer d'une zone économique exclusive, comprenant la quasi-totalité des ressources britanniques en hydrocarbures". Les Écossais ont ainsi obtenu de se prononcer par référendum le 18 septembre 2014. Ce vote n'actera pas fatalement le retrait de l'Écosse du Royaume-Uni. "Selon le dernier sondage de l'institut Angus Reid public Opinion, 32 % des Écossais voteraient pour l'indépendance et 47 % contre", rapporte Le Monde dans l'édition 2013 de son Bilan géostratégique. L'année à venir est donc employée par Edimbourg et Londres à convaincre l'opinion. David Cameron affirme que le "nouvel État" ne bénéficiera pas des acquis juridiques de la Grande-Bretagne et devra alors postuler auprès des organisations internationales, y compris l'Union européenne. Menace ou réalité? Les services de la Commission européenne se gardent bien de prendre position. De leur côté, les sécessionnistes écossais se veulent rassurants et "préconisent de conserver la livre sterling comme devise en cas d'indépendance". Bien davantage qu'un scénario de politique-fiction, la question de la souveraineté écossaise met à mal la cohésion spatiale du Royaume-Uni. Suite et fin en 2014?

La question européenne est l'autre grand sujet de clivage entre Britanniques. Une partie de l'opinion et de la classe politique appelle certes à sortir purement et simplement de l'UE - à l'instar du désormais fameux UKIP. Mais le débat porte moins sur la remise en cause que sur les modalités d'adhésion à l'Europe.

La question européenne constitue l'autre grand sujet de clivage entre Britanniques. Ce serait cependant une erreur de vouloir résumer le débat outre-Manche en termes réducteurs d'"anti" ou de "pro" européens. En vérité, "le Royaume-Uni soutient sa propre vision de la construction européenne, reposant sur la dimension économique de l'intégration européenne (marché unique, libre circulation, concurrence, commerce extérieur) et son élargissement. On ne saurait donc caricaturer la position des gouvernements britanniques comme étant anti-européens, ce qu'elle ne fut jamais, mais elle est certainement animée par une autre idée de l'Europe - celle du libre-échange économique [...] - plutôt que par le rêve d'une fédération", analyse Pauline Schnapper dans Questions internationales. Certes, une partie de la classe politique du Royaume - à l'instar du désormais fameux United Kingdom Independence Party (UKIP) - appelle à sortir purement et simple de l'UE. Mais l'électorat reste pour l'instant majoritairement acquis à l'idée européenne. Le débat porte davantage sur les modalités d'adhésion que sur sa brutale remise en cause, d'autant que "l'évolution récente de l'Union va plutôt dans le sens des thèmes développés depuis toujours par les gouvernements britanniques : forte composante intergouvernementale, affaiblissement relatif de la Commission européenne, élargissement, accomplissement du marché intérieur..." S'agit-il alors d'un décalage des perceptions de l'opinion avec la réalité institutionnelle? L'enjeu résidera dans la formulation retenue lors du référendum promis pour 2017 sur le maintien - ou non - du Royaume au sein de l'UE. Le risque est grand aussi que les Britanniques ne se prononcent pas sur la question proprement dite, mais sur la politique du gouvernement. À bien des égards, le Royaume-Uni est confronté aux mêmes soubresauts internes que beaucoup d'États-membres. Et il n'est pas sûr que Londres dispose cette fois-ci d'une réponse atypique dont elle a pu être coutumière de nombreuses fois dans le passé. ■

**Pour aller plus loin :** *Le Royaume-Uni, puissance du XXI<sup>e</sup> siècle*, Dossier de la revue Questions internationales, La Documentation française, 9,70 € ; "La crainte d'une Union en morceaux", par Cécile Chambraud et Jean-Pierre Stroobants, in Bilan Géostratégique 2013, Le Monde, 9,95 € ; "Austerity time à Stoke-on-Trent", par Eric Albert, in Le Monde, 26/06/2013.

## EXTRAIT :

**Sur l'antériorité du débat sur l'intégration européenne :** "Depuis 1973 [date d'adhésion à l'UE], la question européenne constitue le principal facteur de division des deux principaux partis, conservateur et travailliste, et a fortiori de l'opinion publique." (Agnès Alexandre-Collier, *Le Royaume-Uni, puissance du XXI<sup>e</sup> siècle*, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) et sur <http://notes-geopolitiques.com>